



# Femmes et Hirak : pratiques de « desserrement » collectif et d'occupation citoyenne de l'espace public

**Ghaliya Djelloul**

DANS **MOUVEMENTS 2020/2 n° 102**, PAGES 82 À 90  
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348060274

DOI 10.3917/mouv.102.0082

Date de mise en ligne : 22/06/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2020-2-page-82?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Femmes et Hirak : pratiques de « desserrement » collectif et d'occupation citoyenne de l'espace public

PAR GHALIYA  
N. DJELLOUL\*

« Ma place est dans le Hirak et pas dans la cuisine », adressent les femmes algériennes au pouvoir politique et plus largement à un ordre socio-culturel et patriarcal diffus, qui les enserme d'injonctions multiples : spatiales, familiales, éducatives, professionnelles, etc. En occupant les rues insurgées et en investissant le Hirak comme espace de lutte, les Algériennes ont desserré les logiques de domination masculine et accédé à une forme de visibilité politique nouvelle. Elles ont fait de la question de l'égalité homme-femme, acquise en droit mais déniée en pratique, un enjeu de la mobilisation citoyenne pour une nouvelle Algérie, libre et démocratique.

Si aucun·e observateur·trice de l'Algérie ne peut se prévaloir d'avoir anticipé les mobilisations de masse qui ont marqué ce pays depuis février 2019, tou·tes n'entretiennent pas la même relation avec le mouvement populaire qui y mène une révolution pacifique depuis plus d'un an. Or, lorsque le temps d'un événement politique coïncide avec celui de la recherche, le risque de glissement vers la position de l'acteur·trice social·e est plus grand car l'intérêt pour cet événement, la manière de le décrire ou de le qualifier, participent à amplifier sa visibilité, et à accroître ses effets sur la réalité. Pour ma part, je précise que je me considère comme une *midsider*, c'est-à-dire une personne en mouvement entre le dedans (en tant que citoyenne algérienne engagée) et les dehors (en tant que chercheuse, depuis la diaspora), et que cette implication favorise non seulement la confiance et l'intercompréhension avec d'autres participant·es au Hirak, mais également une attention accrue à leur appropriation de l'espace *in situ*.

\* Sociologue, chercheuse au Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain (IACCHOS/UC Louvain), s'intéresse aux rapports de genre dans les communautés et sociétés musulmanes, au nord et au sud de la mer Méditerranée.

Pour autant, mon propos sur ce soulèvement ne porte pas seulement sur le double événement hebdomadaire que constituent les marches du mardi et du vendredi, mais sur le processus révolutionnaire que le mouvement a déclenché en exigeant la fin du système politique en place. M'intéressant non pas à qui, mais à comment la société algérienne est gouvernée, ma réflexion vise à comprendre la reconfiguration du champ du pouvoir politique en cours, initiée par

*Ma réflexion vise à comprendre la reconfiguration du champ du pouvoir politique en cours, initiée par le nouvel acteur politique qu'est le Hirak.*

le nouvel acteur politique qu'est le Hirak. Pour cela, j'adopte une double problématique genrée et spatiale, qui explore les conditions de possibilité (accès) et d'exercice (déplacements et appropriation) des corps des femmes en mouvement, pour mener une analyse transversale sur les tactiques de résistance de la société algérienne au pouvoir autoritaire.

### ● L' « enserrement » comme technique préventive de dissuasion du mouvement

Ma réflexion se base sur les résultats d'une enquête ethnographique menée de 2014 à 2016, lors de laquelle j'ai accompagné 25 enquêtées âgées de 24 à 50 ans dans leurs expériences de mobilité quotidiennes en périphérie d'Alger. Elles connaissent une variété de niveaux socio-économiques (revenu, niveau de diplôme, chômage/emploi), de situations familiales (présence/absence de tuteur légal, statut marital, maternité), résidentielles (proximité ou éloignement d'une centralité urbaine, habitat individuel ou collectif dans une zone in/formelle) et de types de religiosité ((non-)croyante, observante, engagée). J'analyse les pratiques de négociation qu'elles mettent constamment en œuvre pour se mouvoir aussi bien spatialement que socialement à travers un champ du pouvoir patriarcal.

Grâce à la variété des profils, cette recherche m'a permis d'appréhender l'espace tel qu'il était perçu et vécu par les enquêtées, mettant ainsi au jour les effets du dispositif d'« enserrement » qui s'exerce sur elles. Gouvernant leurs mouvements par la production d'un régime de vulnérabilité (physique et sociale) qui leur reconnaît une légitimité différenciée à disposer de leurs corps, ce dispositif repose sur l'établissement d'une frontière imaginaire entre le dedans et les dehors, produisant un « espace domestique », c'est-à-dire l'ensemble des lieux qui réunissent les membres de leur « réseau familial ». Cet espace constitue un territoire à travers lequel les femmes sont attachées à leur groupe familial – entre autres – par des liens de peur (envers le tuteur : père, frère, mari, oncle, etc.) et de culpabilité (envers les autres femmes : mère, sœurs ou cousines) afin de limiter leur agentivité spatiale.

En plus de les dissuader de quitter l'« espace domestique », ce dispositif les refoule également des espaces extra-domestiques par des actes de sanctions dispensés par plusieurs acteur-trices disposé.es en cercles

## *Résistant à ce confinement spatial et social, la majorité des femmes enquêtées mettent en place des tactiques de « desserrement ».*

de dépendance autour du corps des femmes (communauté, notamment de voisinage, et masse des anonymes du dehors). Qu'il s'agisse du pouvoir néfaste de l'œil et de la langue qui produit leur étiquetage (« rumeur »), ou des nombreuses intrusions dans la sphère privée des actrices (du harcèlement psychologique, verbal à l'agression physique et sexuelle), la violence qui les ciblent dès qu'elles

ont franchi l'espace domestique renforce l'action d'encadrement par le groupe familial en les reléguant à la marge, ce qui les empêche de s'approprier un grand nombre d'espaces publics urbains.

Résistant à ce confinement spatial et social, la majorité des femmes enquêtées mettent en place des tactiques de « desserrement » pour accéder à un style de vie citadin qui leur permet d'étendre le champ des possibles en matière de mobilité spatiale et de développer ainsi un projet individuel de mobilité sociale. Toutefois, en raison de leur position vulnérable en tant que fille/femme, l'entrée dans un mode de vie considéré comme déviant par la majorité des milieux enquêtés (sauf les plus dotés socio-économiquement) requiert les capitaux nécessaires pour accéder et s'approprier des lieux d'expérience de l'anonymat et du relâchement, mais aussi des formes d'assurance face à la prise de risque, comme la couverture par un alibi.

Aussi, je constate qu'une majorité des enquêtées n'expérimente une « sphère privée » que sur le mode de la dualité, développant un « Soi secret » qui mène une « double vie »<sup>1</sup>. Elles n'ont pas accès à un « espace public » au sens politique de J. Habermas, c'est-à-dire une sphère de libre expression et une scène d'apparition où la légitimité de leur présence découlerait de la figure de citoyenne. Pour autant, cette recherche montre que l'accès et l'exploration d'une ville « visible » et « invisible »<sup>2</sup> charrient un potentiel de transformation des actrices sociales qui leur permet de progressivement développer un monde à elles, au fil d'un processus de « desserrement » de l'emprise de leurs familles et communautés.

### ● « Desserrement » et relâchement en/hors ligne par le dédoublement et l'occupation de l'espace public

Pendant plus d'un an, les centres-villes de plusieurs dizaines de villes à travers et en dehors du pays ont été occupés par des cohortes massives, mixtes du point de vue du genre, des générations, des classes sociales ou de l'ethnicité. Cependant, les citoyen·nes n'ont pas seulement quitté l'espace domestique pour un espace marchand à l'ombre duquel ils et elles pourraient trouver un espace privé pour faire l'expérience d'une intimité extra-familiale ou conjugale. Ces Algérien·nes mobilisent aussi leurs compétences, ressources et répertoires pour faire exister un espace véritablement public, dans lequel ils et elles recouvrent un sentiment de dignité, en commun : s'exprimer, refuser l'humiliation et l'infantilisation,

1. M.F. MALSTRÖM, « Gender, Agency, and Embodiment Theories in Relation to Space », *Égypte/Monde arabe*, n° 9, janvier 2012, p. 21-35.

2. J. REMY, *L'espace, un objet central de la sociologie*, Toulouse, ERES, 2015, p. 59-60.

clamer sa vérité en refusant d'être complice des mensonges du régime, défaire son opacité, etc.

Ce « desserrement » collectif est rendu visible par un relâchement des corps qui exercent des libertés de mouvement et de rassemblement ou encore d'expression – l'évocation de sujets relevant de tabous (de l'histoire officielle de la guerre de libération jusqu'à l'amnésie-amnistie de la guerre « contre les civils » des années 1990) ou l'affirmation d'identités plurielles sans qu'elles soient perçues comme des menaces à la Nation. Ce processus, « cognitif » et « affectif », prend ainsi place en amont et en aval des marches à travers les médias et les réseaux sociaux, où se diffusent des débats, mots d'ordre et slogans, ainsi que des images et des vidéos des rassemblements. Il revêt un caractère crucial pour la mobilisation, car il module la représentation de la réalité, structurant les prises de conscience politiques et créant un sentiment de solidarité entre les personnes engagées dans ce mouvement<sup>3</sup>.

Or, ce dernier est indispensable pour percevoir et expérimenter l'espace public, car sans desserrement collectif, il ne peut y avoir de dédoublement subjectif. En effet, tout comme les participantes à mon enquête explorent, à travers leur double « secret », un monde à elles grâce au soutien d'un groupe d'alliées et de complices qui leur permet de supporter le coût social de la déviance de genre, la mobilisation des marcheurs-ses leur permet d'explorer un monde à nous – le Hirak, le peuple – en invitant chaque double « citoyen.ne » à prendre place dans un espace public qui reconfigure le champ du pouvoir politique. C'est pourquoi l'expérience collective du desserrement ne se traduit pas ici uniquement par un élargissement de l'horizon spatial – au sens de l'éloignement de la maison – mais également par un relâchement normatif, s'appuyant sur le franchissement subjectif de seuils menant vers d'autres espaces.

### ● Mars 2019 : entrée en scène et politisation de la visibilité des femmes dans le Hirak

Cette mise en mouvement est particulièrement intéressante à observer du point de vue des femmes, qui restent essentiellement attachées à leurs rôles primaires dans l'espace domestique, à travers l'expérience de l'engagement de leurs corps dans le mouvement, mais également ses effets sur les rapports de genre et le champ du pouvoir patriarcal. Or, bien que leur présence ait été signalée comme un fait marquant dès le 22 février 2019, des témoignages relatent les entraves familiales ou sociales ayant contraint nombre d'entre elles à ne pas se joindre aux marches, par manque d'autorisation ou de ressources pour accéder aux centres-villes urbains, ou à s'y couvrir le visage pour ne pas être reconnues par leurs tuteurs.

*L'expérience collective du desserrement ne se traduit pas ici uniquement par un élargissement de l'horizon spatial mais également par un relâchement normatif.*

3. B. NEDELMANN, « Individuals and Parties-Changes in Processes of Political Mobilization », *European Sociological Review*, n° 3(3), 1987, p. 181-202.

Numériquement, ce n'est que lors du troisième vendredi du Hirak que leur présence s'affirme comme réellement massive dans les principales villes du pays alors qu'elle reste faible voire maintenue à la marge dans nombre de villes secondaires, où les femmes ne participent aux marches que depuis les balcons et fenêtres. À Alger, Béjaïa et Aokas (ville à l'est de Béjaïa), des collectifs ont brandi des pancartes revendiquant l'abrogation du Code de la famille et de la clause du pardon prévue dans le cadre de la loi contre les violences faites aux femmes. Coïncidant avec la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la manifestation du 8 mars 2019 leur a permis d'occuper le devant de la scène du mouvement populaire, se donnant à voir comme des citoyennes reprenant également en main leur destin individuel et collectif en réclamant la dignité de leurs existences.

Mères de famille, jeunes actives ou retraitées sont entraînées par le mouvement de toutes celles qui étaient déjà sorties (artistes, étudiantes, avocates, journalistes, anciennes combattantes) et font corps commun, avec les hommes, en partageant l'expérience de leur puissance individuelle (marcher, scander, chanter, danser, etc.) et collective (solidarité et co-responsabilité vis-à-vis du déroulement des marches). Grâce à la célébration de ce lien civil, les espaces publics urbains deviennent le lieu d'une hospitalité qui en rend l'expérience plus sécurisée qu'à l'accoutumée. Cette marche marque un tournant à par-

*Ce n'est que lors du troisième vendredi du Hirak que leur présence s'affirme comme réellement massive dans les principales villes du pays.*

tir duquel les femmes et certaines féministes n'hésitent plus à occuper l'espace public. De nouveaux regroupements annoncèrent leur existence, à l'instar du « Collectif femmes d'Aokas » ou de « l'espace de résistances féminines » à Alger, au sein d'un espace militant déjà éclaté le long de lignes générationnelle et institutionnelle.

Un nouvel élan de coordination se mit en place à l'initiative de collectifs de femmes ou de féministes, historiques ou plus récents, favorisant une forme de transmission entre générations – bien qu'elles partagent un même profil sociologique : elles sont dotées de capital culturel (fonctions d'universitaires et d'artistes) et résident dans des villes principales (Alger, Oran, Constantine). Cette initiative aboutit à unir leurs voix sous la bannière du collectif Femmes algériennes pour un changement vers l'égalité (FACE), lancé le 16 mars 2019 à Alger. Affirmant sa détermination à changer le système en place avec toutes ses composantes, y compris son volet sexiste, patriarcal et misogyne<sup>4</sup>, il exhorte les femmes algériennes à participer aux manifestations et à rendre plus visible leur demande d'égalité en mettant sur pied ou en rejoignant des « carrés féministes ». Cette stratégie délibérée vise à permettre aux femmes de se regrouper et de marcher ensemble<sup>5</sup> pour pallier la difficulté de se rencontrer, en raison de contraintes et d'obstacles spécifiques à leurs pratiques de mobilité, tout

4. Leur première déclaration a également été diffusée sous forme de pétition afin de récolter le soutien le plus large possible.

5. Plusieurs membres du collectif s'expriment à ce sujet lors d'une conférence portant sur les « Violences contre les femmes : parlons-en ! », le 29 mai 2019.

en restant dans le mouvement, et non en dehors, puisqu'après une heure, le carré devient mobile. Elles ne sont évidemment pas les seules à avoir appelé les femmes à participer au mouvement social naissant, mais cette modalité d'appropriation de l'espace public semble profiter de la brèche ouverte par le Hirak pour « faire corps » politiquement et chercher à politiser leur condition en tant que groupe minorisé, derrière une barrière et des slogans communs.

C'est à partir du 22 mars que le premier carré féministe est mis en place, sans encombre, à l'entrée de la faculté centrale à Alger, puis à Oran et Béjaïa. S'exposant doublement en rendant visible leur revendication d'une égale citoyenneté (à travers des slogans comme : « Pas de demi-cratie, pas de démocratie sans l'égalité entre les sexes »), ces femmes et militantes féministes accroissent leur position de vulnérabilité. Dès la semaine suivante, des violences – verbales et physiques – les visent spécifiquement, tout comme des militantes féministes collant des affiches à Alger, pour les dissuader de poursuivre leur action. Malgré les rappels à la non-violence – mot d'ordre du mouvement – par des personnes qui s'interposent, le groupe d'agresseurs est déterminé à les faire taire en étouffant leurs voix, en tentant de refermer donc sur elles l'espace public qui leur permettait de s'exprimer.

Après avoir résisté physiquement, et continué coûte que coûte à scander leurs slogans appelant à l'égalité et à la prise en compte des droits des femmes dès le début de la révolution, les féministes cherchèrent ensuite à partager leur expérience plus largement sur les réseaux sociaux. C'est là que la violence s'est amplifiée et que ce qui s'était donné à vivre dans un face-à-face oppressant s'est transformé en une marée incessante de commentaires, de photos-montages et de vidéos appelant à toutes sortes de violences à leur encontre. Celles-ci incluaient des menaces de mort et de mutilation à l'acide et constituaient autant de rappels à l'« ordre de genre »<sup>6</sup>, autrement dit à leur vulnérabilité en tant que femmes, qui doivent rester à leur place, c'est-à-dire se taire et se terrer, dans l'espace domestique. Grâce à la mise en place d'une solidarité internationale, certains hommes ayant proféré des menaces finirent par être signalés et inquiétés par la police (aux États-Unis et au Royaume-Uni), conduisant l'un d'entre eux à s'excuser, et dissuadant certains autres de poursuivre, momentanément, ces agressions.

Il est intéressant de noter que, par-delà l'existence même de ces carrés féministes, cette modalité distinctive d'appropriation de l'espace public était plus largement critiquée en raison du séparatisme que reflétait aux yeux de certain-es la disposition en carré, troublant l'unité du Hirak. Ainsi, en plus des voix conservatrices les accusant d'importer une idéologie

*Après avoir résisté physiquement,  
et continué coûte que coûte  
à scander leurs slogans les  
féministes cherchèrent ensuite  
à partager leur expérience plus  
largement sur les réseaux sociaux.*

6. I. CLAIR, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, Armand Colin, 2008.

étrangère à la personnalité algérienne, d'autres qui pourraient être par ailleurs qualifiées de progressistes reprochèrent à cette manière de rendre visibles, hâtivement, les demandes d'un groupe particulier de déranger un mouvement qui visait à transcender les différents clivages traversant la société.

### ● L'occupation de l'espace public par le carré féministe : une révolution dans la révolution ?

Cette première épreuve a été suivie d'autres épisodes, à travers lesquelles s'est peu à peu formée une coalition de collectifs et organisations féministes<sup>7</sup>, affirmant sa participation pleine et entière au mouvement populaire, tout en revendiquant son autonomie politique en son sein. En effet, suite à la faible solidarité rencontrée après cette première vague de violence, notamment de la part d'allié-es supposé-es ayant préféré détourner le regard de ces violences sous prétexte que ce n'était pas le moment de parler de droits des femmes, elle a réaffirmé, au contraire, la nécessité de placer cette question au centre du débat. Il s'agit d'en finir avec la relégation à la marge, comme ce fut le cas lors des précédents épisodes ayant jalonné l'effort de libération collective de la population algérienne, aboutissant à leur invisibilisation, voire à leur effacement par la mémoire collective et l'histoire officielle.

La coalition a persisté lorsqu'en juin 2019, certaines des organisations féministes (établies principalement à Alger) ont refusé de participer à la Conférence nationale pour une sortie de crise organisée par le Collectif pour la société civile – dont elles continueront pourtant à faire partie – en raison du refus de mentionner l'égalité entre les hommes et les femmes dans la feuille de route soumise à la discussion. Bien que la motion de l'égalité entre individus ait fini par être intégrée dans le texte final, grâce à la pression exercée par d'autres associations et collectifs féministes et de

défense des LGBTQI+, ainsi que leurs alliés présents, cet épisode entérine la conviction d'une partie de ces militantes de la nécessité de poursuivre leur auto-organisation, en tant que pôle spécifique du Hirak qui maintient la revendication d'égalité au rang de priorité.

Depuis lors, se met sur pied le Mouvement national des féministes algériennes (MNFA), com-

battant toutes les discriminations faites aux femmes et exigeant l'abrogation du Code de la famille, à travers trois rencontres nationales : en juin 2019 à Béjaïa, en octobre 2019 à Oran et en février 2020 à Tizi Rached, près de Tizi Ouzou. Cette coordination accrue et la mise en place progressive de solidarités transnationales permettent à ces militantes d'accroître leur visibilité et de renforcer leur résistance collective au refoulement de l'espace public, produit par les reflux ponctuels de vagues de violences. Ainsi,

7. Elle regroupe des collectifs féministes historiques ou récents, reconnus ou non sous forme d'associations, autonomes ou rattachés à des organisations politiques, ainsi que des féministes indépendantes des villes principales et secondaires du nord et du sud du pays. Elle exclut cependant les structures institutionnalisées, considérées comme clientes du régime.

*Il s'agit d'en finir avec la relégation à la marge, comme ce fut le cas lors des précédents épisodes ayant jalonné l'effort de libération collective de la population algérienne.*

qu'il s'agisse de lutter quotidiennement contre le cyber-harcèlement de féministes ou de mener des campagnes médiatiques pour contester les discours sommant les femmes de rentrer à la maison<sup>8</sup> – comme le hashtag « Ma place est dans le Hirak et pas dans la cuisine » (déc. 2019-janv. 2020) –, elles ne cessent de remettre en cause les récits qui les infantilisent pour les exclure de la sphère de la représentation.

De plus, face à l'accusation de séparatisme, elles ont au contraire toujours démontré un engagement intégral dans toutes les questions qui traversaient le Hirak (loi des finances 2020, loi sur les hydrocarbures, libération des détenu.es, élections du 12/12, etc.), re-signifiant la vulnérabilité censée les incapaciter socialement en une reconnaissance entre concitoyen-nes de la situation commune d'oppression. Récemment, en amont du samedi 8 mars 2020, elles ont mené une campagne importante dans les médias et sur les réseaux sociaux pour repolitiser et mobiliser en vue de cette journée. Il s'agissait de courtes vidéos de jeunes féministes algériennes expliquant les raisons pour lesquelles la journée du 8 mars ne constituait pas un motif de fête mais de mobilisation politique pour changer la situation des femmes<sup>9</sup>. Lors de la marche, le cortège a réussi à desserrer littéralement l'emprise du cordon de police qui tentait de l'empêcher d'avancer<sup>10</sup>. Cette marche a connu un vif succès malgré le climat de répression ambiant, et a même suscité l'espoir d'avoir ouvert une nouvelle brèche, la journée du samedi, à l'occupation de l'espace public par le Hirak (avant d'être stoppé net par le confinement – volontaire – dû à la pandémie causée par le virus Covid-19).

*Hashtag « Ma place est dans  
le Hirak et pas dans la cuisine »  
(déc. 2019-janv. 2020).*

● **La non-violence, un levier de « desserrement »  
qui reconfigure le champ du pouvoir politique**

Je me suis basée sur la trajectoire de certains groupes féministes, occupant un carré dans un espace public lui-même occupé, comme un cas limite indiquant jusqu'où s'étend le processus de desserrement collectif et de non-violence du hirak. En rendant visible et audible ce qui ne devrait pas l'être, les militantes qui ont fait le choix de visibiliser leur cause, tout comme les femmes qui ont décidé de s'engager dans l'occupation de cet espace public, se défont de la culpabilité et rendent légitimes leur présence, ce qui leur permet de recouvrer la souveraineté sur leur propre corps.

C'est le même mécanisme qui opère chez l'ensemble des marcheur-ses qui, par l'attention et le soin qu'ils et elles s'accordent, produisent une fraternité et une sororité qui transforme la matrice émotionnelle de la peur et de la honte en révolte. En effet, c'est en communiant par la foi en une expérience civile vécue comme source du lien politique, que les citoyen-nes surmontent la peur de la violence du régime autoritaire pour faire (ré)apparaître une société civile qui réclame un État de droit, seul

8. Resurgissant sporadiquement comme lors du mois de ramadan (mai-juin), voir G. DJELLOUL, « « Surveillez vos femmes et vos filles ! » : patriarcat, ramadan et société de consommation en Algérie », *TSA-Algérie*, 17 mai 2019.

9. A. BLEDI, « Le 8 mars, journée de lutte pas de fête », *El Watan*, 8 mars 2020.

10. M. BENFODIL « La voix des femmes révoltées enflamme la capitale : « Il n'y a pas de festivités, il y a des manifs ! » », *El Watan*, 9 mars 2020.

espoir d'une vie meilleure et digne d'être vécue. Partageant ensuite l'expérience d'une vulnérabilité commune, par une coprésence mixte (genre, âge, classe, ethnicité) des corps dans les espaces publics urbains, les marcheur·euses algérien·nes affirment le principe du respect de la vie – à travers la reconnaissance de leur dignité – et proposent une éthique alternative à la guerre, mettant ainsi en avant une modalité civile de gouvernement (*Dawla madaniya, machi 'askaria* : Pour un État civil et non militaire).

En substituant, à la peur et la culpabilité, la confiance et la solidarité, le Hirak desserre la société de l'emprise du régime autoritaire, en délégitimant la façade civile derrière laquelle ce dernier se masquait, et en rassurant le public quant à son sens de la responsabilité civique. Au fil des semaines, ce mouvement a donc initié un processus long de transformation sociale qui passe par le désassujettissement au pouvoir disciplinaire et par un processus de resubjectivation à travers l'occupation d'un espace public au sens politique. Cette appropriation n'est possible que grâce au mode d'action pacifique qui transforme des espaces publics urbains en scènes de libre expression, et d'apparition des citoyen·nes, au sein d'un espace public qui institue, c'est-à-dire met en forme, en scène et en sens, un monde en commun. ●